



ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ?

Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.

États-Unis : offensive réactionnaire...

Selon les révélations du média Politico, la Cour suprême des États-Unis s'apprête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie, dans chacun des 50 États des États-Unis, au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui, au Texas, promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

... et anti-ouvrière

L'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75 % sous le seuil de pauvreté.

Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90 % des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité

des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000, plus de deux fois plus que les autres pays riches, et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau de pays pauvres comme le Panama ou l'Équateur !

Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumise à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés aux centres du planning familial et la prégnance des idées réactionnaires parmi tout un pan des médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font d'ailleurs leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires communient, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chaque individu de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux culs-bénis et aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté... Et c'est bien là qu'est l'espoir !

Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la *Women's March* a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69 % des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

Ce n'était qu'un début

France 3 Centre-Val de Loire a diffusé le 5 mai un reportage intitulé « La vie moderne » sur le centre financier de La Source, près d'Orléans (visible en replay). Il raconte l'histoire de ce centre, sa place dans la ville nouvelle, mais aussi ses luttes.

Car pour ces femmes, largement majoritaires dans le centre, il a fallu se battre pour disposer de crèches, centres aérés, mais aussi pour la réduction du temps de travail. Car plutôt que de libérer du temps pour tous, l'arrivée de l'informatique s'est traduite par une intensification du travail, une perte de sens et des suppressions d'emplois, jusqu'à en vider le centre, qui va bientôt fermer.

Des luttes encore d'actualité.

Déshabiller lundi pour habiller samedi

Au courrier, le samedi devient plus chargé. Il s'agit de dégager le lundi pour d'autres bureaux parisiens. Comme quoi, quand la direction nous parle de jours forts ou faibles, c'est surtout selon son bon vouloir et le nombre d'emplois qu'elle espère supprimer.

Ils nous pompent l'air

La direction a encore fait son coup de pression pour le port des chaussures de sécurité. Elle cherche sans doute à se donner bonne conscience. Mais nous faire courir des kilomètres en tournée, manipuler des structures et caddies pleins, ou les 84 kilos de plis électoraux à distribuer pour pas un rond, ça ne semble pas la gêner !

Stop au vol des salaires

Depuis le 1^{er} mai, les salaires les plus bas dans la fonction publique ont augmenté de 34 euros : tout juste de quoi les ramener au niveau du Smic.

Au rythme de la hausse des prix, nous allons bientôt tous nous retrouver au salaire minimum ! Ce sont tous les salaires qu'il faut revoir, avec 400 euros nets minimum tout de suite chaque mois pour rattraper le salaire perdu ces dernières années.

L'exploitation sous-traitée

Près de Rouen, neuf travailleurs sans-papier sont en lutte pour leur emploi et des salaires non payés. Une société sous-traitante d'Amazon pour la livraison des colis les avait embauchés au moment des fêtes de fin d'année en leur promettant la régularisation.

Malgré des heures supplémentaires à n'en plus finir, les salaires versés ont été 300 à 500 euros en dessous des montants prévus dans les contrats. Et quand ils ont décidé de se faire respecter, ils ont été licenciés par messagerie.

Ces travailleurs ont décidé de ne pas se laisser faire et dénoncent l'exploitation organisée par Amazon.

Union rénovée, vieille politique

Une nouvelle gauche unie est née, pour contrer Macron nous dit-on, ou pour en devenir le Premier ministre si l'on en croit les affiches de Mélenchon. On connaît la chanson de ces alternances gauche-droite qui ne changent rien, de ces cohabitations qui montrent à quel point tous ces politiciens, une fois au pouvoir, mènent la même politique, celle des patrons et des riches.

Le « programme partagé » de cette nouvelle union ne déroge pas à la règle. Le Smic qu'il promet à 1 400 euros est dérisoire face à l'inflation qui s'annonce galopante. Idem pour la promesse de « retraite à 60 ans », ô pardon « droit à la retraite à 60 ans ». Avec quel montant ? Qui, avec le chômage et un premier boulot qu'on ne décroche que tard, aura 40 annuités avant 62 ou 64 ans ? Combien de femmes surtout, qui s'arrêtent pour élever des enfants ? Et ces promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Pour riposter aux attaques annoncées par Macron et à la hausse du coût de la vie, il va falloir se préparer à autre chose que ce prétendu « troisième tour électoral » : à un troisième tour social, par nos mobilisations et nos luttes. Et déjà par des discussions sérieuses, entre nous, sur nos lieux de travail.

Agression policière gare du Nord

Vendredi dernier, Khalid, un cheminot qui attendait la rame qu'il devait conduire a été contrôlé, agressé, plaqué au sol et embarqué par trois flics. Il est actuellement en accident de travail. Suite à un débrayage de ses collègues, la direction de la SNCF a été forcée de constater qu'il y a des problèmes récurrents gare du Nord avec la police. Des policiers de cette gare ont déjà été condamnés pour d'autres contrôles au faciès l'année dernière. Difficile de ne pas se sentir en insécurité avec ces flics qui agressent les travailleurs, cheminots ou usagers.




Renault Guyancourt : la grève au déménagement !


Depuis le 25 avril, la quasi-totalité des 130 salariés de PEI, la société en charge du ménage sur Technocentre Renault Guyancourt, se mobilisent contre les mesures d'économies décidées par Renault qui doit notamment conduire, grâce au télétravail, à la fermeture du site tous les vendredis pour une période illimitée. Une décision inacceptable qui fait perdre aux travailleurs de PEI une journée de travail, alors que leurs salaires sont déjà très bas et réduits à 75 % par le chômage partiel depuis la crise du Covid.

Face au mouvement, les directions de PEI et Renault sortent le grand jeu : interdiction aux grévistes d'entrer sur le site, barrières, vigiles et menaces de recourir à un autre sous-traitant.

Pas de quoi décourager ces derniers, la lutte continue !

www.convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle

 @convergencesrevolutionnaires

